PREUVES

REVUE MENSUELLE

MOULOUD
FERAOUN

Textes sur l'Algérie

SUPPLÉMENT A PREUVES Nº 139 (SEPTEMBRE 1962)

MOULOUD FERAOUN

Textes sur l'Algérie

28. 2. 1962

Cher ami,

Nous vivons de terribles moments à Alger et pour ma part, sortir de mon trou est tout un problème. Au surplus, les grèves des PTT m'ont empêché de vous répondre sur le champ.

Je n'ai rien d'autre à vous adresser que les notes dont vous pourrez peut-être faire usage. Je le fais par fidélité à la revue mais si les choses restent ce qu'elles sont, je pense que l'anonymat est indispensable. Je sais, c'est ~~terrible~~ navrant d'en être là. On ne discute plus à Alger. On se tait ou on meurt.

Bien amicalement à vous.

M. F.
2, Rue Frédéric Lung
Clos Salembier - Alger

Fac-similé de la dernière lettre de Mouloud Feraoun à *Preuves,* quelques jours avant sa mort.

C'est Albert Camus qui avait remis à *Preuves* cette « lettre d'un instituteur algérien » dans laquelle Mouloud Feraoun exprimait son admiration pour les *Chroniques Algériennes* que la presse française devait, avec tant d'application, essayer d'oublier et de faire oublier. Sinon comment continuer d'accuser Camus de ne pas « s'engager » sur l'Algérie? Mouloud Feraoun, étranger par nature et par goût aux querelles de ce genre, y témoignait à Camus une amitié et une estime qui ne se démentira plus. Et quand la revue décida de rendre hommage au souvenir de Camus, Mouloud Feraoun non seulement accepta de se joindre à nous, mais il le fit avec le courage qu'on pouvait attendre de lui. Son article, il l'avait écrit dans un mélange de sentiments qu'il ne cherchait pas à cacher : chagrin de la mort de son ami, colère et indignation devant le nouveau visage que prenait la communauté européenne à laquelle il se sentait si étroitement lié, et que les colonels de la future OAS commençaient à modeler à leur façon.

Pendant de longs mois, nous avons pensé à lui, n'osant lui demander un témoigage qui risquait de l'exposer à des dangers qu'il aurait courus, nous le savions, de trop bon gré. Et puis, un jour, c'est tout de même à lui que nous nous sommes adressés, lui demandant s'il acceptait de parler encore une fois de l'Algérie dans *Preuves,* à un moment où il fallait qu'une voix comme la sienne fît entendre des paroles raisonnables et chaleureuses qu'il était désormais le seul à pouvoir prononcer. Mouloud Feraoun accepta, et quelques jours plus tard nous recevions le texte du *Journal d'un Algérien.* Il était accompagné d'une lettre de notre ami, lettre, hélas, trop prophé-

tique ! Il nous demandait de publier son article sans signature et, s'excusant presque d'une précaution si naturelle dans les circonstances qu'il vivait, il disait pour expliquer cette attitude qu'à Alger, « on se tait ou on meurt ». Les choses se sont passées ensuite avec l'affreuse logique qu'il avait si bien exprimée par ces quelques mots. Mouloud Feraoun qui n'avait pas accepté de se taire devait donc mourir, et le 15 mars, à El Biar, il était abattu par les tueurs de l'OAS en même temps que plusieurs membres de la direction des centres sociaux.

Puisque *Preuves* a publié le dernier texte de Mouloud Feraoun qui ait paru de son vivant, puisque nous avons reçu une des dernières lettres qu'il ait écrites, puisqu'il nous parlait de sa fidélité à la revue, il était naturel que nous lui soyons fidèles, nous aussi. Ce que nous avions de mieux à faire, c'était de lui donner encore une fois la parole et de faire entendre sa voix. Voici donc, réunis ici pour la première fois, trois textes dont deux ont paru sans signature, que Mouloud Feraoun nous avait confiés. On y découvrira sans peine les raisons de sa mort. Ce que ses assassins haïssaient en Mouloud Faraoun, c'est ce qui nous le rend admirable : son double attachement à l'Algérie et à la France, son refus de quitter l'une ou l'autre, l'esprit de justice qui lui permettait de condamner les injustices sans haïr ceux qui en étaient les instruments, et la réussite, en lui-même, de cette fusion de deux peuples et de deux civilisations qui s'apercevront sans doute à quel point ils étaient unis le jour où ils seront séparés.

JEAN BLOCH-MICHEL

MOULOUD FERAOUN

LA PREMIERE fois que j'ai rencontré Mouloud Feraoun, c'était chez lui, dans la montagne kabyle, à Fort-National. Je savais déjà, de lui, bien des choses. Que c'était à des êtres comme lui, sinon seulement à lui-même, que Camus pensait lorsqu'il écrivait : « Je me sens infiniment plus proche d'un instituteur kabyle que d'un intellectuel parisien. » Qu'il avait séduit l'équipe d'écrivains français (dont Louis Guilloux, Jean Cayrol, Francis Ponge, etc.) qui s'était rendue en Algérie pour participer à un colloque avec des écrivains algériens. Guilloux surtout était enthousiaste : dans l'auteur du Fils du pauvre *il voyait un frère de ses « compagnons ». Je savais également par Roblès, qui l'aidait beaucoup, que l'enfance de Feraoun avait été difficile et que la vocation littéraire chez lui était admirable. Il acceptait de refaire trois fois, quatre fois, telle partie d'un de ses livres, sur le conseil de son éditeur ou de Roblès. Lorsqu'il apprenait à la fin qu'il avait réussi, il avait l'air de croire à l'indulgence de ses lecteurs. Pour lui, c'était déjà énorme que la vie lui permît d'écrire. Si, en plus, on trouvait qu'il écrivait bien, alors il lui semblait que c'était presque trop.*

Nous nous sommes promenés ensemble dans sa montagne et je l'ai connu. Il était de ces êtres comme Camus les aimait : silencieux, fins et solides, accordés à la vie comme ces personnages des Muets, *la plus révélatrice des nouvelles qui compo-*

sent le recueil de Camus L'Exil et le Royaume. *Peu à peu, mais toujours dans la discrétion, il devait s'affiner encore, mais aussi s'affermir. La façon dont il a appréhendé le drame algérien, son drame — c'est-à-dire avec la conscience de ses propres limites mais avec une chaleureuse perspicacité — rien ne la traduit mieux que les textes que* Preuves *a déjà publiés. Il ne croyait pas que son rôle, non plus, d'ailleurs que ses possibilités, fussent de combattre. Les maquisards avaient fini par l'admettre après bien d'inquiétantes discussions. Mouloud Feraoun préféra participer à ces Centres sociaux, symboles vivants de la pérennité de la coopération dont Germaine Tillion prit l'initiative et que même Soustelle toléra alors que Lacoste les laissa presque entièrement détruire par l'état-major de Massu.*

Les Centres sociaux étaient vraiment de miraculeux îlots de fraternité et de culture au milieu d'une mer d'atrocités et de haine. C'était la référence, le recours, l'exemple que l'on citait lorsque l'on désespérait de tout. Pendant des années, les Français et les Arabes qui se sont connus à l'intérieur des Centres sociaux ont eu l'impression de construire l'avenir le plus réel et, en même temps, de créer une sorte de franc-maçonnerie mixte, d'aristocratie de la compréhension. « On en était. » C'était la carte de visite du libéralisme actif. Mouloud Feraoun s'est épanoui dans ce milieu plus qu'ailleurs, et bien davantage que chez les amis parisiens qui lui offrirent l'hospitalité quand on le crut menacé. Il déclina l'offre, à sa manière, c'est-à-dire sans ostentation et sans éclat. Il trouva un prétexte qui ne fît pas « héroïque ». Il en est mort. Par fidélité à son tempérament, nous dominerons l'envie de faire le procès de ses assassins. Quand il avait de la peine, Mouloud Feraoun ne criait pas. Il se cachait dans ses montagnes.

JEAN DANIEL

La source de nos communs malheurs

LETTRE D'UN ALGÉRIEN MUSULMAN A ALBERT CAMUS

Je suis, peut-être, moins surpris que vous-même du silence qui entoure votre dernier livre et finira par l'étouffer. Auriez-vous, par hasard, le désir d'éteindre l'incendie en faisant la part du feu, prétendriez-vous vous interposer entre ceux qui se battent au lieu d'encourager les vôtres tout en cherchant à décourager les miens? Avouez, Monsieur, que si votre attitude étonne, l'accueil réservé à votre ouvrage n'a, lui, rien de surprenant, car si depuis quatre ans on n'a cessé de réclamer, de solliciter, d'exiger votre opinion, il est clair que cette opinion, en fin de compte, devait être celle de tous, fermement installée dans les têtes, les cœurs — les ventres, ajouterai-je. Il est clair qu'on vous demandait de condamner les uns, d'approuver les autres, même de trouver quelques bonnes raisons pour cela. Quelques bonnes raisons qui auraient échappé jusqu'ici, parce que vous êtes un grand esprit, que c'est une grande chose pour la France d'avoir des hommes tels que vous et une veine pour les politiciens de s'appuyer sur vos arguments. On ne vous demandait rien d'autre. Qu'avez-vous fait, Monsieur?

Non seulement vous dites ce que vous pensez de ce que l'on a décidé d'appeler le problème algérien mais vous pensez juste et vous dites bien. Et cette pensée juste vous a conduit précisément à refuser d'approuver les vôtres et de condamner les miens.

Voilà pourquoi, Monsieur, de cette Algérie qui souffre, que vous aimez bien, vous du moins, je vous adresse un salut amical, avec toute l'admiration que l'on doit à un esprit lucide, à un homme courageux.

N'ayant ni votre talent ni votre courage, pourrais-je garder l'anonymat afin de dire, à mon tour, très brièvement, très simplement mais en toute franchise, ce que je pense de ce problème? Sachez pourtant que je suis instituteur « arabe », que j'ai toujours vécu au cœur du pays et depuis quatre ans au centre du drame. Le mot « arabe » n'est d'ailleurs pas très exact. Pourquoi ne pas préciser après tout?

Il me revient à la mémoire une anecdote qui remonte au 9 mai 1945. C'était en Alsace. Pour annoncer les événement qui, la veille, avaient commencé d'ensanglanter le Constantinois, un journal local étalait ce titre en première page et en gros caractères : « Révolte arabe des Kabyles »! Mettons que vous recevez aujourd'hui une lettre arabe d'un Kabyle et vous avez du même coup toutes les précisions désirables.

En 1958, je sais, on s'intéresse davantage à l'Algérie. Mais hélas! à l'Algérie seulement, le Sahara avec, bien entendu. En tout cas, on ne s'intéresse aux Arabes ou aux Kabyles que pour les tuer, les mettre en prison, les pacifier ou, depuis quelque temps, pour intégrer leurs âmes, dans la mesure où ils en ont une chacun et au lieu de leurs corps souffreteux, plus ou moins couverts de loques.

Vous étiez bien jeune, Monsieur, quand le sort des populations musulmanes vous préoccupait déjà. A cette époque-là, moi qui suis de votre âge, je m'exerçais seulement à faire correctement ma classe et je gagnais sans

doute plus que vous. Vous étiez bien jeune et votre voix bien faible, il m'en souvient. Lorsque je lisais vos articles dans « Alger-Républicain », ce journal des instituteurs, je me disais : « Voilà un brave type. » Et j'admirais votre ténacité à vouloir comprendre, votre curiosité faite de sympathie, peut-être d'amour. Je vous sentais alors si près de moi, si fraternel et totalement dépourvu de préjugés! Mais déjà aussi, je vous assure, je ne croyais pas en vous, ni en moi-même, ni en tous ceux qui s'intéressaient à nous et qui étaient si peu nombreux; car tout le mal qui pouvait nous venir des autres, personne n'avait pu l'empêcher d'être fait. A cette époque-là, enfin, nous avions conscience de notre condition de vaincus et d'humiliés et depuis longtemps nous ne tenions plus que le langage des vaincus, tandis que les vôtres, tout naturellement, tenaient plus que jamais le langage des vainqueurs. Non pas que nous ayons renoncé à tout espoir, mais le salut, nous ne l'attendions plus que de l'imprévisible — ou l'inéluctable, ou encore le temps qui s'écoule. Nous en étions là, tous les résignés, préoccupés des seuls soucis de l'heure, du seul combat pour une existence difficile. Il y avait parmi nous des privilégiés, oui, des instituteurs par exemple. Ils étaient satisfaits, respectés et enviés. Ils s'appliquaient à bien conduire leurs leçons en vue d'obtenir de beaux succès au certificat d'études.

Mais ce langage de vaincus, nous vous le tenions comme une réplique définitive à votre langage de vainqueurs. Cela nous permettait de solliciter des réformes et le droit de vous ressembler. Lorsque vous vous en êtes rendu compte, vous, Albert Camus, le cri pathétique que vous avez poussé et qui vous honore à jamais n'a pas été entendu. Non seulement on n'a rien voulu entendre mais on vous a chassé de ce pays qui est le vôtre, parce que vous étiez devenu dangereux. Plus dangereux que les vaincus que personne ne prenait au sérieux.

Ces privilégiés, à vrai dire, que l'on pourrait appeler

des semi-évolués, des évolués ou enfin des intellectuels, étaient à mi-chemin entre vous et les leurs, chacun sait qu'ils ne demandaient qu'à venir à vous, à s'assimiler tout à fait, fût-ce au prix de quelque ultime reniement, de quelque dernière humiliation, mais, de toute manière, une fois au sein de la famille adoptive, un peu de patience aurait arrangé les choses et, aux nouvelles générations, il eût été facile de perdre tout complexe, de se débarrasser de toute arrière-pensée, de perdre leur personnalité pour ainsi dire.

Mais, à côté des bourgeois et des gens instruits, des camelots vagabonds qui avaient parcouru la France et des ouvriers de Saint-Denis ou d'ailleurs, il y avait la masse que vous ignoriez et qui vous le rendait bien. Cette masse ne faisait pas que vous ignorer : l'ignorance était son état.

A cette époque, Monsieur, la femme du djebel ou du bled, quand elle voulait effrayer son enfant pour lui imposer silence, lui disait : « Tais-toi, voici venir Bouchou ». Bouchou, c'était Bugeaud. Et Bugeaud, c'était un siècle auparavant! Nous en étions là encore, en 1938, alors que, de votre côté, vous écriviez cette page que je ne peux m'empêcher de reproduire comme le plus solennel avertissement qu'un homme de cœur ait pu donner à son pays :

« Les Kabyles réclament des écoles comme ils réclament du pain... Les Kabyles auront plus d'écoles le jour où on aura supprimé la barrière artificielle qui sépare l'enseignement européen de l'enseignement indigène, le jour enfin où, sur les bancs d'une même école, deux peuples faits pour se comprendre commenceront à se connaître.

« Certes, je ne me fais pas d'illusions sur le pouvoir de l'instruction. Mais ceux qui parlent avec légèreté de l'inutilité de l'instruction en ont profité eux-mêmes. En tout cas, si l'on veut vraiment d'une assimilation, et que ce peuple si digne soit français, il ne faut pas commencer

par le séparer des Français. Si j'ai bien compris, c'est tout ce qu'il demande. Et mon sentiment, c'est qu'alors seulement la connaissance mutuelle commencera. Je dis « commencera » car elle n'a pas encore été faite. »

Ainsi, il y a vingt ans, deux communautés vivaient côte à côte depuis un siècle, se tournant délibérément le dos, totalement dépourvues de curiosité et, de ce fait, aussi peu susceptibles de comprendre l'une que l'autre, n'ayant de commun que leur mutuelle indifférence, leur entêtement à se mépriser et cet inhumain commerce qui lie le faible au fort, le petit au grand, le serviteur au maître.

Telle était la situation. Telle elle restera jusqu'au début de la révolte.

Ceux qui étaient « assimilables » étaient aussi des utopistes croyant pouvoir s'évader de leur condition pour adopter la vôtre. Mais ni la cravate ni le complet ne firent oublier chéchia et séroual dans un pays où il n'y avait rien d'autre. Pour bien faire, il eût fallu, au contraire, que le costume disparût pour laisser place à la gandoura et au séroual et le peuple algérien, tout entier en burnous, eût à coup sûr retrouvé son unité : celle qu'il avait eue au long des siècles, en dépit des divisions intestines, de la multitude des langages et de la diversité des genres de vie. Car il y avait bien cette unité nord-africaine imposée au moins par le climat, le milieu, la nécessité de vivre ensemble dans cette « île de l'Occident », et que ni les Phéniciens, ni les Romains, ni les Vandales, ni les Arabes ne réussirent à disloquer. Tous ces conquérants, au contraire, s'adaptèrent au soleil du Moghreb, aux steppes de ses plateaux, à la rude existence des montagnes, s'amalgamèrent, fusionnèrent dans le désordre, les disettes et l'anarchie, si bien que lorsque les Français arrivèrent, ils ne trouvèrent qu'un seul peuple. Ils purent sans doute s'aimer ou se détester mutuellement, s'allier ou s'entre-déchirer avec toute la cruauté dont l'homme est toujours capable. Il y eut sans doute des castes, des

privilégiés, des vaincus et des vainqueurs. Mais tout cela se passait entre eux, se trouvait entre eux, les unissait au moment même où ils se dressaient les uns contre les autres : affaires intérieures, auraient constaté à l'O.N.U. les grands stratèges des deux mondes!

En réalité, il n'y avait d'autre assimilation possible que celle des nouveaux par les anciens et cette assimilation, dans l'ordre naturel des choses, a commencé de se faire à notre insu et malgré vous. Peu à peu, depuis un siècle, le peuple algérien d'origine européenne s'est détaché de l'Europe au point de devenir méconnaissable et de ne plus ressembler qu'à lui-même, je veux dire aux autres Algériens qu'il méprise mais dont il partage l'accent, les goûts et les passions.

Aujourd'hui, je sais comme vous, cher Monsieur, que les Français d'Algérie « sont, au sens fort du terme, des indigènes ». Je souhaite seulement qu'ils en aient conscience et qu'ils n'accusent pas trop la France lorsqu'il lui arrive de les oublier, parce que chaque fois que « la mère patrie » répond à l'appel de ses enfants abandonnés, c'est pour tancer vertement ces autres indigènes qu'elle n'a jamais voulu adopter et qui, dans le fond, n'ont jamais cru à une impossible filiation.

Impossible, pourquoi? Parce que la seule condition qui l'aurait rendue effective n'a jamais été réalisée : celle qui aurait consisté à transplanter purement et simplement les Algériens en France pour en faire des Français. Car un Algérien, en Algérie, quel que soit son origine, ne saurait être qu'un Algérien.

L'erreur de la France, je crois, c'est d'avoir voulu faire des Algériens des Français par devoir. Nous, les vaincus, il a bien fallu que nous nous inclinions, mais vous qui êtes ses enfants, vous réclamiez aussi vos prérogatives, vous les obteniez à nos dépens, vous les exerciez sur nous, et cette démocratie, qui vous autorisait à demander justice, devenait pour nous une tyrannie.

Mon propos n'est pas de dresser aujourd'hui un nouveau réquisitoire contre un régime dont tout le monde connaît les tares et que, pour ce qui vous concerne, votre vie, de même que votre œuvre tout entière ont totalement condamné. Je ne voudrais pas non plus accabler mes compatriotes d'origine européenne qui, je le sens, je le pense, en dépit des cruelles apparences, sont aussi près de moi que n'importe quel autre habitant de ce pays. Mais il faut bien reconnaître qu'ils ont tiré tout bénéfice d'une ambiguïté soigneusement entretenue, que nous n'avons jamais eu la possibilité de dénoncer, nous contentant, avec plus ou moins de véhémence, plus ou moins d'illusion, plus ou moins de bonheur, de réclamer notre part de ce bénéfice comme prix de notre attachement (forcé) à la France. Cette équivoque, à mon avis illégitime, est la source de nos communs malheurs.

Lorsque les Algériens d'origine européenne nous disent qu'ils sont Algériens, nous entendons qu'ils sont d'abord Français, puis Algériens de surcroît. Voilà ce que nous comprenons, ce que depuis toujours ils ont voulu nous faire entendre. En vertu de quoi ils sont les maîtres. En vertu de quoi, aussi, répétons-le, toute contestation inquiétante de notre part les fait se tourner vers la métropole qui, consciente de ses devoirs, vient consolider leur position.

« Les Arabes peuvent du moins se réclamer d'une appartenance non à une nation, mais à une sorte d'empire musulman, spirituel ou temporel. » Que leur reste-t-il d'autre à faire? Toutefois leur ambiguïté, à eux, ne confère aucun pouvoir réel, n'en conférera sans doute jamais.

Lorsque le Musulman dit qu'il est Algérien, chacun sait qu'il n'est que cela. Mais cela même, il ne l'est que dans cette mesure qui marque son infériorité et l'habille irrémédiablement comme d'une livrée étroite.

Supposons un instant que l'Italie, l'Espagne et même Israël manifestent un jour la prétention de nous imposer, de défendre ou de soutenir envers et contre nous leurs

ressortissants algériens : nous verrions exactement ce que nous voyons aujourd'hui, c'est-à-dire toutes ces communautés prenant le pas sur la nôtre qui ne pourrait se retourner ni vers un Etat arabe inexistant, ni vers les mânes impuissantes d'un Jugurtha légendaire.

Mais il n'est pas nécessaire de supposer puisque tout se passe comme si l'Europe avait confié à la France le soin de veiller sur ses enfants, comme si la France était chargée de veiller sur les chrétiens et les juifs, dans un pays où la majorité est musulmane. Pour notre part, nous ne pouvons lui en vouloir, car, à côté de cette mission qui la diminue à nos yeux, elle en a rempli une autre plus grande et plus belle auprès de nous, une noble mission qui fera que toujours, malgré tout, nous serons à notre manière ses enfants.

Si nous poussons la simplification jusqu'à son expression irréductible, nous dirons qu'il y a d'une part une importante communauté qui veut demeurer française en droit sinon en fait, d'autre part une communauté plus importante qui demande à être pleinement ce qu'elle est.

Le problème ainsi posé peut apparaître aux uns comme une absurdité, aux autres comme une lapalissade, mais, depuis quatre ans, il nous a précipités dans un drame affreux dont tout le monde fait les frais.

Oui, Monsieur, devant l'ampleur de ce drame et son injustice, devant les souffrances de notre peuple, sa destruction qui pourra aboutir à son extermination, on voudrait renoncer à son orgueil, à sa susceptibilité, on voudrait renoncer à être Algérien-Français, ou Algérien tout court, ou même Français, pour être simplement humain, cesser de tuer, cesser de détruire, recommencer d'aimer. Devant la cruauté et le mensonge déchaînés sur l'homme devenu innocent parce qu'il n'arrive plus à comprendre, on voudrait renoncer à tout pour que se taise définitivement la bête et que soit réhabilité l'homme. Mais de quelque côté que se tourne désespérément le regard, nous

ne voyons pas l'issue de l'insondable tunnel où nous voilà tous plongés.

Il est possible après tout que les stratèges aient raison et que s'accomplisse la conquête, ou la reconquête, même au prix de l'extermination.

Il est possible aussi que le peuple des villes, des djebels et des campagnes, à la fois l'enjeu et le champ de bataille des nobles idées qui s'affrontent et au nom de quoi on les piétine sans pitié, il est possible que ce peuple, las d'être martyrisé, prenne sur lui, un jour, de refuser la souffrance; cela ne voudra nullement dire qu'il accepte les nobles idées des uns et rejette désormais celles des autres : le problème restera entier et d'autres générations auront à le poser à leur tour.

Ne vaudrait-il pas mieux éviter de leurrer et de se leurrer en assumant loyalement la tâche de combattre soi-même son propre malheur? Ne vaudrait-il pas mieux tenter de créer les conditions d'une véritable fraternisation qui n'aurait rien à voir avec celle du 13 mai?

Cette tâche, ce n'est pas aux stratèges de l'accomplir, mais aux Algériens eux-mêmes, tout ceux qui se piquent d'avoir de nobles idées. Et qui feraient d'abord leur examen de conscience.

Ce texte de Mouloud Feraoun, transmis par Albert Camus, a paru sans signature dans Preuves *n° 91, septembre 1958.*

Le dernier message

Alger, 27 *janvier* 1960.

« Je me suis pris à espérer dans un avenir plus vrai, je veux dire un avenir où nous ne serons séparés ni par l'injustice ni par la justice. » C'est là le dernier message que je tiens de Camus. Il date de plusieurs mois et, dimanche soir, cette phrase s'inscrivait pour moi dans un ciel sombre, chargé d'orage, qu'elle striait comme un éclair rapide, un trait éblouissant à la fois fragile et dense qui venait souligner avec une rigoureuse exactitude l'appel au calme lancé, toutes les dix minutes, par le délégué général du gouvernement en Algérie :

« C'est avec une grande émotion que je reprends la parole ce soir. Malgré les appels publics et les adjurations privées que nous avons multipliés, le commandant en chef et moi, et avec tous les chefs militaires, ce que nous avons tout fait pour éviter est arrivé : le sang a coulé... »

Il en est souvent ainsi. Je songe à Camus et à ceux dont il ne me reste plus qu'à vénérer la mémoire, à ceux dont je suis momentanément séparé et qui demeurent des amis très chers. Je songe à eux quand l'aveuglement et la bêtise déchirent un peu plus mon pays meurtri, quand l'entêtement appelle la catastrophe et qu'il n'y a plus pour nous d'autre possibilité de recours

que la soumission à la force. Car nous en sommes là en ce moment et nous nous préparons, la corde au cou, à aller demander humblement pardon d'avoir douté de nos maîtres.

Hier à 20 heures, j'ai entendu à Radio-Alger une déclaration très violente d'un député algérien. L'intégration ou le massacre, menace-t-il. Il s'en va à Paris porter la menace au général de Gaulle. Voilà. L'intégration leur plaît — par conséquent c'est la solution du problème algérien. Ce député-professeur préconisait naguère une autre solution. Une solution originale que Camus trouva acceptable. Simplement il se croyait faible et maintenant il se croit fort. M. le professeur était raisonnable parce qu'il se sentait faible. Maintenant il délire parce qu'il se sent fort. Quant à Camus, il n'est plus là pour assister au triste spectacle de ses compatriotes en délire.

Le 13 mai 1958, ils avaient fabriqué un miracle parce qu'ils doutaient encore de leur force. Alors ils se sont mis à croire à ce miracle qui leur a valu du moins d'accéder au pouvoir, et ils nous ont laissés tranquilles. Cette fois ils ont l'intention de nous catéchiser. Ce sera beaucoup plus grave.

Tout à l'heure, au moment des informations, j'ai entendu à Radio-Luxembourg ce même député associer dans la même citation Camus et saint Augustin pour prévenir les bonnes gens de France que les Algériens étaient un peuple passionné et farouche, difficile à raisonner, très ferme dans ses résolutions, qu'il ne fallait donc pas confondre, ni espérer qu'il change d'avis. On croit rêver.

De qui se moquent les insurgés? Puisqu'ils se reconnaissent tant de signes distinctifs et s'en vantent comme d'inestimables qualités, pourquoi veulent-ils absolument s'intégrer à la France? Puisqu'ils n'invoquent plus le père Bugeaud mais les premiers chrétiens d'Afrique, qu'ont-ils de commun avec les Français? Puisqu'ils sont si sûrs d'eux-mêmes pourquoi ne répudient-ils pas purement et simplement la France afin de se consacrer à leur

pays plongé dans le malheur depuis bientôt six ans? Seulement, si la France s'en va, et son armée, et ses capitaux, resteront quand même les Arabes. Ils ont peur des Arabes, que la France, faute de ne pas vouloir détruire ou soumettre, s'apprête à émanciper. Ils ne veulent pas que la France émancipe les Arabes, ils la méprisent de ne les avoir ni soumis ni supprimés. Et maintenant les voilà exhortant l'armée à se joindre à eux, non seulement pour supprimer les Arabes, mais pour appeler la ruine sur la France qui les a tant gâtés.

Certes, je voudrais me mettre à leur place pour tenter de les comprendre. Comment y parvenir sans épouser leur mauvaise foi et sans délirer à mon tour? C'est pourquoi je me tourne vers mes amis, les vivants et les morts, c'est pourquoi aussi l'ombre mélancolique de Camus me tient compagnie ce soir. Eux, oui, je pourrais les interroger et même imaginer leurs réponses, car, depuis qu'ils se sont habitués à se mettre à notre place, à parler comme nous et pour nous, ils ont eu maintes fois le courage de dire tout haut ce que les plus clairvoyants de ce pays ont pensé tout bas, ce que les responsables et les irresponsables ont voulu cacher et qui nous a conduits dans l'abîme. Maintenant, ils sauraient de même témoigner pour les leurs et tenir le seul langage susceptible de nous atteindre.

Mais si je me tourne vers eux, ce n'est ni pour les interroger ni pour imaginer leurs réponses. Si l'ombre mélancolique de Camus se tient à côté de moi, aussi tangible qu'une présence amie, c'est pour surmonter mon angoisse et cesser de craindre les mensonges.

Je sais. En fin de compte les mensonges auront plongé l'Algérie dans un affreux bain de sang : ils n'auront jamais tué que les hommes, et l'histoire qui retiendra les événements enregistrera sans doute, pour être digne d'elle-même, au-delà de ce qui nous a divisés, notre commune souffrance et notre égal attachement à la terre qui nous a vus naître. Alors apparaîtra dans toute sa

cruelle inhumanité ce douloureux affrontement qui aura conduit à la destruction le camp le plus vulnérable. Et l'histoire pèsera dans sa balance d'équité, en un bilan minutieux, les torts des uns et des autres, après ce honteux combat fratricide dont une séculaire injustice aura été la seule cause et dont nul ne peut, aujourd'hui, prévoir toutes les conséquences.

Mon propos n'est ni d'épiloguer sur le passé ni de devancer l'histoire. Simplement, au nom de cette fidélité à la patrie algérienne qui nous unit au sein même du drame qui nous oppose, je voudrais dire à quel point la disparition d'Albert Camus touche de la même manière Européens et Musulmans, comme s'il fallait un deuil commun pour unir à son tour le double amoncellement des deuils particuliers.

Celui que la presse littéraire a salué douloureusement comme « le dernier des justes » était algérien au sens le plus noble du terme. De cette Algérie qu'il aimait physiquement de toutes les fibres de son être, nul n'a su autant que lui exprimer la beauté et la douceur, et je suis en mesure d'affirmer que bien souvent la seule découverte de quelques pages frémissantes d'émotion a suffi pour lui conquérir le cœur de ses lecteurs musulmans avec qui il partageait fraternellement le même amour pour la même terre. Mais de telles pages sont rares à vrai dire dès qu'il s'agit de l'Algérie, dès que l'artiste sort de lui-même et jette un regard sur son peuple. Sa description se termine alors sur une note sombre, un avertissement sérieux, une condamnation sans équivoque, tristes comme des taches insolites sur un tableau de maître. En voici un exemple pris au hasard parmi des dizaines d'autres :

« La misère ici n'est pas une formule ni un thème de méditation. Elle est. Elle crie et elle désespère. Encore une fois qu'avons-nous fait pour elle et avons-nous le droit de nous détourner d'elle?... J'étais monté sur les hauteurs qui dominent la ville. Là, nous regardions la

nuit tomber. Et à cette heure où l'ombre qui descend des montagnes sur cette terre splendide apporte une détente au cœur de l'homme le plus endurci, je savais pourtant qu'il n'y avait pas de paix pour ceux qui, de l'autre côté de la vallée, se réunissaient autour d'une galette de mauvaise orge. Je savais aussi qu'il y aurait eu de la douceur à s'abandonner à ce soir si surprenant et si grandiose, mais que cette misère dont les feux rougeoyaient en face de nous mettait comme un interdit sur la beauté du monde. »

Albert Camus n'avait pas vingt-cinq ans lorsqu'il écrivit cette page. A cette époque, les indigènes luttaient encore et seulement pour l'égalité des droits, et contre un régime d'exception qui pesait sur eux depuis un siècle. La voix de Camus était faible, il était jeune, il était pauvre : on lui rendit l'existence difficile, il quitta l'Algérie. Que pouvait-il faire d'autre? Du moins connaissait-il le vrai visage de son pays et s'il s'en allait avec la nostalgie du soleil méditerranéen, il emportait aussi dans son cœur la hantise du mal qui rongeait les hommes, et il assista de loin avec horreur aux premières manifestations de ce mal : la révolte et la terrible répression de mai 1945. Et jamais, depuis, cette hantise ne le quitta.

« Nous devrions parvenir, les uns et les autres, à nous placer au-dessus des haines stupides qui déshonorent notre pays et empoisonnent notre vie à tous », me disait-il, dans sa première lettre, il y a dix ans, alors que nous venions de faire connaissance. Son angoisse n'a fait que grandir, tout entière tournée vers cette terre qui était la sienne, ces hommes qui s'entretuaient, qu'il savait si près les uns des autres et auxquels, en somme, il fallait si peu de chose pour s'entendre : un cœur généreux comme le sien! Il est mort avec son angoisse : le destin, peut-être, a voulu lui éviter de connaître de nouvelles explosions de haine, de nouveaux massacres, l'ultime affolement qui consommerait la rupture.

Pour Camus, le problème algérien n'était pas un problème mais un mal terrible. Il avait « mal à l'Algérie comme d'autres ont mal aux poumons ». Ce mal ne l'a pas emporté mais il a touché tout le monde et frappé férocement des milliers et des milliers d'Algériens, s'attaquant à la vie des faibles et des innocents, bousculant les vieilles traditions, violant les lois de l'honneur ou, plus généralement, l'élémentaire loi morale, faisant souffrir l'homme dans sa chair, détruisant l'humble patrimoine, paralysant de grandes activités, incendiant les gourbis ou les fermes, semant la terreur après la désolation. De ce mal, il souhaitait ardemment que l'Algérie guérisse. Pas plus que les autres, il n'en voyait le vrai remède. Et il a choisi de se taire parce que, me confiait-il, un jour, « lorsque deux de nos frères se livrent un combat sans merci, c'est folie criminelle que d'exciter l'un ou l'autre. Entre la sagesse réduite au mutisme et la folie qui s'égosille, je préfère les vertus du silence. Oui, quand la parole parvient à disposer sans remords de l'existence d'autrui, se taire n'est pas une attitude négative ».

Pendant qu'il me parlait ainsi, j'imaginais deux adversaires se livrant un combat sans merci, je voyais le plus faible terrassé par le plus fort, râlant, étouffant sous un poids trop lourd, la gorge prise dans un étau très dur. Et en même temps j'entendais l'appel au secours lancé aux « croyants », aux hommes de cœur, par leur prochain en danger de mort. Cet appel irrésistible bien connu des montagnards, aux temps anciens de l'insécurité, et auquel un point d'honneur faisait obligation de répondre. « Abouh a el moumnin » (Au secours, croyants!) criait l'un des deux hommes, et les croyants accouraient de partout ainsi que dans la légende kabyle. Or, c'était le vainqueur qui criait ainsi sa peur.

« Pourquoi demander du secours? » lui reprochaient-ils en arrivant sur les lieux du combat, « tu as terrassé ton ennemi. Ce n'était pas à toi de te plaindre.

— Protégez-moi, ô croyants, il finira par se lever! »

Camus connaissait sûrement cette légende; je n'ai pas voulu la lui rappeler parce que la tragédie que nous vivons ne peut pas être figurée schématiquement par une fable, mais je suis persuadé que le problème algérien est aussi un peu cela. Et je songeais, ce jour-là, qu'un homme comme lui, précisément, devrait être de ceux qui pourraient consoler le vaincu, avant de le relever, rassurer le vainqueur, une fois son adversaire debout, trouver les paroles qui réconcilient et permettent d'engager le dialogue.

Mais, pour se faire entendre, il faut d'abord se faire écouter, et dans l'Algérie en révolution les paroles de paix sont couvertes depuis longtemps par le fracas de la guerre. Le salut, de toute évidence, consisterait d'abord à arrêter la guerre. L'erreur impardonnable, au contraire, serait de prétendre arrêter la guerre en supprimant la révolte, parce que, alors, la réconciliation deviendrait sans objet, et la France du xxe siècle aurait simplement reconquis l'Algérie.

C'est sans doute le vœu secret de ceux qui, derrière les barricades, mitraillettes au poing, afin de prouver à la France et au monde que l'Algérie est à eux, qu'en dehors d'eux il n'y a pas d'Algérie, s'adressent aux Arabes qui se sont soulevés, aux soldats qu'ils ont appelés, pour les convier sans distinction à fraterniser avec eux, faute de quoi ils jurent de mitrailler les soldats et de pendre jusqu'au dernier Arabe.

« Abouh a el moumnin! » crient-ils menaçants, et les bons croyants accourus de partout, pour remplir un devoir d'humanité, restent frappés d'étonnement devant un vainqueur qui hurle sa défaite future et un vaincu réduit à l'impuissance, qui attend tranquillement de pouvoir clamer son triomphe.

Dans les heures difficiles que nous vivons depuis dimanche, je pense à tous les millions de braves gens atteints du « mal de l'Algérie », et qui attendent le salut

comme on espère un miracle; je me dis que la France qui a construit ce pays a tout de même le droit de se faire écouter : elle nous demandera sans doute de cesser de la combattre à cause d'un passé que nous condamnons, mais elle saura calmer ceux qui rêvent de nous exterminer au nom d'un avenir qu'ils craignent. Alors, peut-être se réalisera l'espoir d'Albert Camus, car si un siècle d'injustices ne nous a pas séparés, est-il concevable qu'une ère de justice puisse jamais nous y astreindre?

Une ère, hélas! que beaucoup d'Algériens, comme Camus, n'auront pas vécue, mais qui gardera le même souvenir reconnaissant à tous ceux qui auront lutté pour conjurer le malheur, soulager les souffrances, épargner les vies, et qui auront aidé de quelque manière que ce soit à ramener la paix. Quant à lui, son nom brillera au firmament des grands penseurs et des hommes de bonne volonté, à côté d'Ibn Khaldoun et de saint Augustin, ce qui, en un sens, pour une fois, donnera raison à M. le député-professeur.

MOULOUD FERAOUN

(Preuves, *n° 110, avril 1960*)

Journal d'un Algérien

Alger, 30 décembre 1961.

Hier, discours du président de la République. Un petit mot sur l'Algérie. Il a déclaré que la fin sera pour bientôt. D'une manière ou d'une autre. L'Algérie sera un Etat indépendant, a-t-il précisé, coopérera avec la France ou ne coopérera pas. L'armée, petit à petit, va rentrer en métropole. « Les Algériens se débrouilleront comme ils pourront », semblait-il nous dire sur un ton désabusé, un peu dédaigneux, comme il fallait s'y attendre.

Tout à l'heure, j'ai rencontré Mme G. au Monoprix. J'ai voulu savoir quelle était l'atmosphère chez les Européens après ce discours, pour eux si décourageant.

— Morose, m'a-t-elle dit. La colère couve. Personne ne croit en de Gaulle. On attend un miracle et on est sûr qu'il va se produire.

— Sinon?

— Sinon, le miracle, on essaiera de le susciter. Vous voyez comment?

— Oui je vois.

Nous avons parlé aussi de ce pauvre C.

— Un type bien, tout le monde le dit.

Moi, j'étais avec lui à Paris le 2 décembre. Nous avons

passé la journée ensemble parmi ses stagiaires et nous attendions P. Puis O. est venu se joindre à nous.

Un type bien, c'est vrai. Pourquoi l'ont-ils tué?

L'O.A.S. tue ceux des siens qu'elle considère comme des traîtres : tous ceux qui veulent nous traiter d'égal à égal et qui sont prêts à accepter de vivre dans ce pays arabe, administré par des Arabes. Non. l'O.A.S. estime que les Européens doivent former bloc et lutter à mort contre nous, à moins que nous, nous acceptions de vivre sous leur loi. Le vrai fascisme. Ils ont peut-être raison. Mais il ne suffit pas d'avoir raison. Il suffit d'être fort, le plus fort. L'O.A.S. ne sera jamais la plus forte. Du moins ici, en Algérie. Depuis octobre, tous les actes de terrorisme commis par les Européens relèvent de la folie furieuse. Après les plastics, ils assassinent en plein jour, en pleine ville, tirent par derrière, filent dans des autos, prennent mille précautions pour échapper à la justice, à la police, mettent tout en œuvre pour mal faire et aussi pour éviter que le mal leur soit fait. Même dans leur colère, ils n'oublient pas qu'ils sont les maîtres, c'est-à-dire des gens destinés à frapper, mais non à recevoir les coups. Et pour ne pas recevoir de coups, ils renonceraient même à frapper. Dans ces conditions, je me demande donc s'ils sont vraiment dangereux.

Pauvre M. C., saviez-vous au moins que vous pouviez être une cible pour ces guerriers!

31 décembre.

Je ne sais si la vraie pagaille va s'installer. C'est-à-dire si l'on finira par tomber au coin des rues comme des mouches. Pour le moment, c'est un peu ça. Un peu, parce que, après tout, le nombre de morts et de blessés est encore limité. Les journaux en publient chaque matin une liste sous la rubrique « attentats », une, deux, trois colonnes. Les noms, le lieu, l'arme. Qui et pourquoi, on n'en sait rien.

Avant-hier, à l'occasion d'une causerie, j'ai rencontré

un prélat. Il m'a dit qu'il craignait le pire pour ce mois de janvier. Hier soir, à 8 heures, on a abattu un jeune Arabe, derrière la maison où je vis depuis un mois. Toute la nuit, casseroles, sifflets, disques *les Africains*. Ce matin, au clos Salembier, encore un Arabe blessé par un autre Arabe.

Je reviens de chez L. où j'ai rencontré un ingénieur et de jeunes professeurs, chrétiens, peut-être progressistes ou peut-être O.A.S.; marrant : on ne distingue plus. Celui qui m'a dit : « Je suis farouchement pour l'indépendance », se rend compte que l'on y va à grands pas et qu'il n'y a rien d'autre à attendre. Alors, il essaie de s'installer dans cette indépendance en démontrant qu'en dehors de l'assistance technique il n'y a pas de salut pour l'Algérie. L'assistance technique, c'est lui, l'ingénieur, et tous les autres. La carte O.A.S., il faut quand même la jouer, ou tout au moins laisser des cinglés la jouer, mais réserver la bonne : celle de l'assistance technique.

Donc rien n'est jamais perdu dans cette malheureuse Algérie. Rien. Sauf pour ceux qui n'ont plus rien à perdre.

Les cinglés en question, je ne sais s'ils sont nombreux. Tout porte à le croire, puisque les tracts O.A.S. parlent de mobiliser pour bientôt. Mobiliser tout le monde de 16 à 45 ans. Pieds noirs et Musulmans. Car l'O.A.S. estime que les Musulmans sont pour elle, dans le fond de leur cœur. Bien sûr, que les Musulmans sont pour elle! Ils sont même pour n'importe quoi et n'importe qui. Qu'on leur foute la paix, bon Dieu! Qu'ils puissent vivre, travailler, manger, s'habiller, se soigner, goûter un peu de ce qui se gaspille, se dilapide à cause d'eux. Mais ils savent, hélas! que les idéologies qui s'affrontent en compliquant le drame ne les concernent pas et que la solution qu'on leur proposera sera dictée par la force. Que l'O.A.S. se dépêche d'être forte et de le montrer si elle veut vraiment les Musulmans — et les autres. Sinon, bien

sûr, elle n'intéressera plus que les cinglés. Au fond, d'ailleurs, je ne vois pas trop pourquoi seuls les Musulmans veulent la paix. Non, qu'on la foute à tous, cette paix. Le moyen, tout le monde le connaît : c'est exactement cela. Le charbonnier dans sa chaumière, dame, est-ce trop demander, messieurs les idéologues?

6 janvier 1962.

Hier, à la Grande Poste, station trolley Salembier, un Européen discute à haute voix avec un autre qui acquiesçait ou répondait doucement.

— Oui, B. est mon village. J'y suis né, j'y vis, mon pays, quoi! Qui oserait dire le contraire?

— Bien sûr.

— Je les défie de m'en chasser : les Chinois, les Russes, les Arabes...

Juste à ce moment, un Arabe distrait le cogne de la tête, au passage. Ils s'affrontent aussi pâles l'un que l'autre.

L'Arabe reconnaissant un Européen :

— Excusez-moi, m'sieu.

Le Français reconnaissant un Arabe :

— Pas de mal, m'sieu. Oui. Je vous en prie, excusez-moi.

— Non, moi je m'excuse.

— Je vous en prie. C'est plutôt moi.

Ils continuent à bafouiller, pâles et tremblants, tandis que discrètement s'éclipsait l'interlocuteur paisible.

Puis ils se sont séparés, persuadés l'un et l'autre qu'ils venaient de l'échapper belle.

Voilà où nous en sommes, les uns et les autres. Beau terrain pour les hommes forts.

10 janvier.

Lettre de P. m'apportant ses vœux et ses regrets de ne m'avoir pas vu à mon passage à Paris. C'était pour me parler de C.

Ma réponse :

« Cher ami, oui, j'ai eu beaucoup de plaisir à connaître C. et j'ai passé avec lui deux bonnes journées. C'était comme si j'avais tout d'un coup retrouvé l'équipe H., P., M. Je vous ai attendu, mais à défaut de P. nous avons eu la visite d'un Kabyle et, à trois, nous avons parlé de nos inquiétudes, de nos espoirs, de nos souvenirs. Dites bien à H. ma sympathie, ma profonde tristesse parce que, en tuant C., c'est un peu vous tous qu'on a tués, et si un jour la chose m'arrivait, vous pourriez pleurer aussi en songeant que c'étaient tous vos frères — ceux qui vous ressemblaient — musulmans qui étaient tombés. Ils seraient morts frappés par n'importe quelle main : celle qui a frappé C. ou celle qui aurait pu le frapper... »

S'agissant de l'O.A.S., les gens bien sensés se demandent pourquoi elle s'acharne ainsi à supprimer tout ce qui prône le rapprochement, l'apaisement, qui tente d'amener à la raison les pieds noirs pour seulement leur faire admettre le plus élémentaire des principes démocratiques : celui qui veut que la minorité s'incline devant la majorité et accepte sa loi. En France, une telle habitude est entrée depuis longtemps dans les mœurs. En Algérie s'est installée depuis plus d'un siècle une autre habitude, celle où une minorité bénie de Dieu tient entre ses mains tout le pouvoir et s'en sert avec une impudente inconscience à son propre usage. Il y a des générations que les gens d'ici ne savent plus distinguer la démocratie du fascisme. Mais leur fascisme ne s'est jamais appliqué qu'à nous, et nous-mêmes, Musulmans, nous avons fini par croire que c'était là leur démocratie. C'est pourquoi nos fins théologues et lettrés ont toujours prétendu qu'il n'y avait rien au monde de plus libéral que le Coran et l'Islam. En réalité, la doctrine coranique est plus libérale que celle de Franco ou de Salazar. Un point c'est tout.

Pour nous, au surplus, les « libéraux » ne sont pas de tendres agneaux. Ce sont simplement des gens plus clairvoyants que d'autres, ou des repentis.

Mes amis ont toujours été clairvoyants. C'est pourquoi

d'ailleurs je leur suis resté fidèle. Mon affection pour eux est devenue fraternelle depuis qu'ils sont placés au centre du drame, appelés uniquement à être des victimes. Mais qu'ils sachent bien que beaucoup parmi nous sont aussi exactement qu'eux au centre du même drame.

J'avais d'autres amis qui, dans leur cœur, ont peut-être consommé la rupture et sont maintenant de l'autre bord. Je pense qu'ils ne sont tout de même pas capables de donner la souffrance ou la mort, même si eux souffrent et risquent la mort. Je pense qu'ils désapprouvent la violence mais qu'ils se taisent de la même manière que j'ai toujours désapprouvé la violence et que je n'ai jamais rien pu faire d'autre que me taire. Sinon, tant pis, ce ne sont plus mes amis et je n'ai rien à regretter.

19 janvier.

Les attentats se multiplient. Chaque matin on apprend la mort d'un ami, d'une connaissance, d'un brave homme, d'un innocent. Aujourd'hui, au service, une fille est arrivée toute retournée.

Grève des transports depuis quelques jours. Des gens attendent naïvement, à l'arrêt, un trolley qui ne vient pas; une automobile arrive, ralentit, en descend un énergumène qui vise, tire, abat un homme, remonte au volant, file courageusement à pleins gaz. Deux femmes tombent, pas loin du cadavre, prises de malaise... La petite se met à tapoter sur sa machine en tremblant.

Nos instituteurs, patriotes inconditionnels, ont fait grève parce qu'on a abattu, dans la rue, hors de l'école, deux jeunes collègues qui n'ont strictement rien fait. Ce qui est inadmissible, c'est que le malheur de ces pauvres jeunes gens soit exploité par de tels éducateurs : des amis de l'O.A.S., probablement des membres actifs, habitués à « casser » de l'Arabe.

Mme Z. vient de m'apprendre qu'on a abattu un étudiant musulman aux portes des facultés. La loi du talion, si l'on peut dire, mais les partis en présence ne sont pas

également armés ni également surveillés. Oui, le terrorisme, maintenant, on voit d'où il vient; et les terrorisés, on sait bien qui c'est.

20 janvier.

Tract O.A.S. décrétant la mobilisation générale de « toute la population française d'Algérie », donc Algériens exclus. Emissions pirates conseillant aux gens de stocker denrées non périssables et même pièces d'or. Invitant familles musulmanes à se mettre sous la protection de familles françaises voisines, etc. Tout cela avec le plus grand sérieux. Comme si désormais il n'y avait pas de force publique en dehors de l'O.A.S.

Les tueurs continuent à tuer à 120 km à l'heure. La police du secteur, ou les militaires, une fois le crime commis, découvre parfois un Arabe suspect qu'elle entraîne, tremblant, sur les lieux du crime, pour le rosser et essayer de lui faire endosser le cadavre. L'Arabe est toujours à pied, il ne peut tuer qu'à 6 à l'heure. Alors, il n'ose pas. Quand il ose, ou bien il accepte d'avance de payer, ou bien il choisit de faire son coup en ville, dans la foule, afin de s'y perdre facilement. Maintenant, s'il dispose d'une voiture, il lui arrive de faire comme les autres. Ce qui lui manque, dans tous les cas, c'est la bienveillance d'une police débonnaire ou la complicité des copains en tenue.

Toute la population française d'Algérie, comme dit l'autre, s'apprête donc, qu'elle le veuille ou non, à vivre des heures, des jours, peut-être des mois exaltants. Mais, après, bon Dieu, oui, après, il faudra bien voir les choses comme elles sont!

21 janvier.

A Air de France, des Européens ont tenté d'assassiner un Musulman. Le Musulman était dans une 403, des Européens le suivaient dans une Dauphine; au carrefour du « Printania », il ralentit, ils le doublent, lui tirent

dessus, le blessent au bras, au genou, et filent. Sa voiture zigzague comme une folle. Arrive une autre voiture, chauffeur musulman. Celui-ci rattrape la folle, freine, saute, réussit à ouvrir la portière et à arrêter la 403. A ce moment, les agents accourent, lui mettent la main au collet, les mitraillettes aux reins, l'accusent d'avoir voulu assassiner le blessé. Il crie, appelle les Musulmans qui arrivent en foule et le délivrent en insultant les agents. Les agents ont préféré changer de quartier, et les Musulmans se sont occupés de la victime qui râlait sur le fauteuil.

26 janvier.

Il ne s'est rien passé, ou presque. Presque, c'est-à-dire quelques dizaines de malheureux assassinés un peu partout. C'est ainsi que des assassins sont allés abattre dans sa classe un Musulman, directeur d'école, la cinquantaine, père de famille. Un élève aurait été touché grièvement. Oui, ils sont entrés comme ça, probablement après avoir tapé, M. D. a esquissé un pas vers la fenêtre, il a été abattu. Mort sur le coup. Les autres sont partis dans une Dauphine, verte, paraît-il.

1er février.

Règlement de comptes au clos Salembier : un « petit » Kabyle a été égorgé, debout, sur la placette. Un monde fou. Le bonhomme se débattait comme un mouton et la foule était au spectacle. Un type s'est trouvé mal. L'exécuteur, tout fier, a demandé s'il n'y en avait pas d'autres du même acabit. Puis il est parti dans une voiture, avec ses copains. Le pauvre bougre s'était enfui à Alger pour s'y cacher. Ce sont ceux de chez lui qui lui ont donné la chasse. S'agit-il d'un traître, d'un goumier, d'un coureur de femmes? Il y avait tout cela à la fois. Il avait commis tous les crimes, voilà donc qui donnait bonne conscience à tous ceux qui étaient là, en spectateurs.

On songe, bien sûr, au malheureux directeur abattu

devant ses élèves. De tels spectacles nous replongent dans la barbarie, et on se demande si vraiment l'homme du XXᵉ siècle qui fait le tour de la terre dans une fusée téléguidée, n'est pas demeuré sur un autre plan l'homme figé des siècles révolus.

5 février.

De Gaulle va parler pour annoncer la fin très proche de la guerre d'Algérie. Combien va-t-elle exiger de victimes, cette fin très proche? Maintenant, l'O.A.S. ne prévient plus personne, paraît-il; elle abat en voiture, en moto, à la grenade, à la rafale, à l'arme blanche. Elle attaque les caisses des banques, des postes, des sociétés. Mise en scène de Série noire, avec la complicité des uns et la lâcheté de tous.

Dernière flambée des terrorismes aveugles, derniers exploits des tueurs qui craignent de ne plus pouvoir tuer impunément.

La guerre d'Algérie se termine. Paix à ceux qui sont morts. Paix à ceux qui vont survivre. Cesse la terreur. Vive la liberté!

Ce texte de Mouloud Feraoun a paru quinze jours après sa mort, sans signature, dans Preuves *n° 134, avril 1962.*

PREUVES

Revue mensuelle

a publié, sur les problèmes politiques
et culturels algériens, des textes de

Charles-Robert AGERON
Raymond ARON
Jean DANIEL
Herbert LUTHY
Mouloud MAMMERI
Louis MARTIN-CHAUFFIER
André PHILIP
David ROUSSET
Manès SPERBER
Georges SUFFERT
Germaine TILLION

et des chroniques de

Emmanuel BERL, André FONTAINE
François FONTAINE, Jean PLANCHAIS
Eugène MANNONI, Roger MASSIP

Le Directeur-gérant de la Publication : R. FERRAND
Imp. FIRMIN-DIDOT
Distribué par les N. M. P. P.